

MERCREDI 15 JUIN 2016

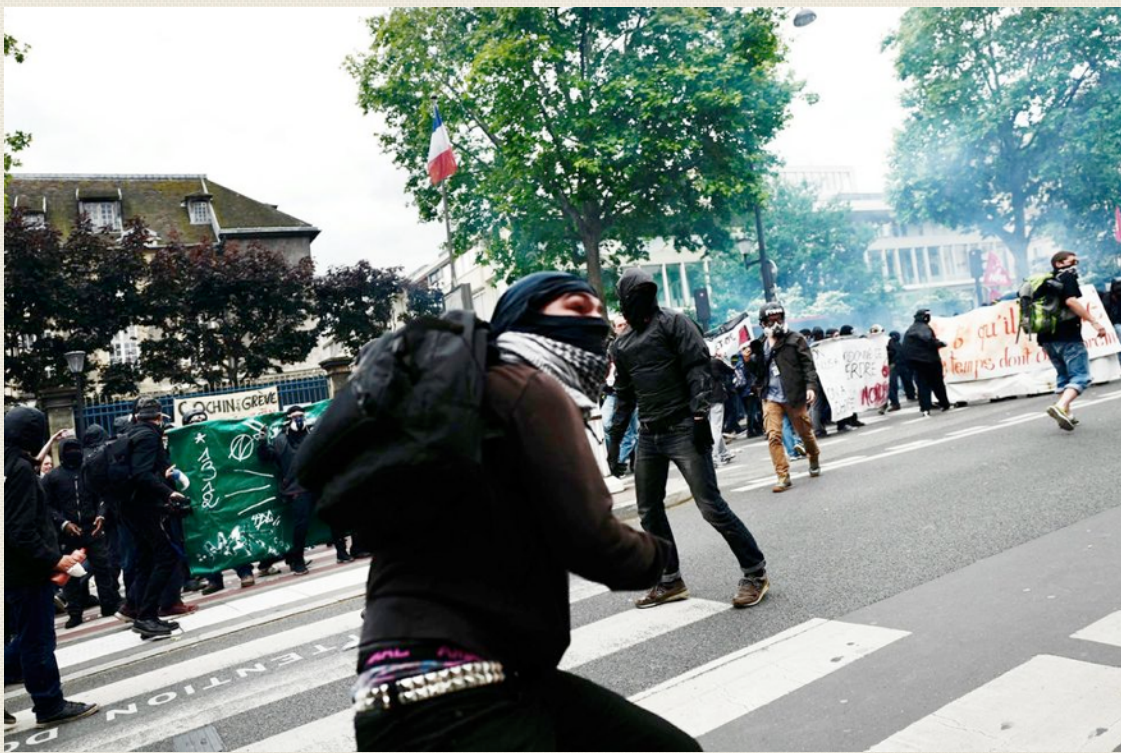
SOMMAIRE

- 1) **Ecrasante manifestation**
- 2) **Mais violente à Nantes**
- 3) **Ils consultent...**
- 4) **La gauche KO par l'autre...**
- 5) **Elle s'énerve...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Loi travail : un million de manifestants à Paris selon CGT, 80 000 selon la police



La manifestation parisienne, qui s'est élancée en début de l'après-midi de la place d'Italie, a été émaillée d'affrontements. Une quarantaine de personnes ont été interpellées et plusieurs blessés évacués.

Les organisations syndicales opposées à la loi travail ont appelé ce mardi à nouvelle journée d'action avec une forme de mobilisation inédite depuis le début du mouvement : une manifestation unique à Paris.

Entre 75 000 et 80 000 personnes ont défilé dans la capitale selon la police, contre un million pour les trois syndicats organisateurs. C'est la plus grosse manifestation depuis le début de la mobilisation.

La manifestation a souvent tourné à l'affrontement entre policiers et groupes de casseurs. 42 personnes ont été interpellées et 40 blessées.

Plusieurs milliers de manifestants ont également défilé à Marseille, Toulouse, Rennes et Lyon.

Suivez la journée de mobilisation toute la journée avec Libération (si ce direct ne s'ouvre pas dans votre application, cliquez ici)

Photo Albert Facelly pour Libération



II) Manifestations violentes : à Nantes, voilà que tout recommence...

L'Obs

Depuis des semaines, chaque manifestation ou presque contre la loi El-Khomri transforme Nantes-la-paisible en camp retranché. Loin des clichés sur la ville où il fait bon vivre, l'écrivain Jean Rouaud revient sur les ressorts violents mais enfouis d'une cité au passé troublé.



Echauffourées le 26 mai dans le centre-ville de Nantes lors d'un rassemblement non autorisé. (CITIZENSIDE/ JEAN-FELIX FAYOLLE/AFP)

C'est un label qu'on ne discernait qu'aux villes arrogantes et prospères. Au bord de l'Adriatique, la Sérénissime fournissait la mesure de la beauté et de l'opulence tirées du commerce avec la mer. Il y eut donc un temps où fut accordée à Nantes cette haute distinction de "Venise de l'Ouest".

Ce qu'on peine à imaginer aujourd'hui, où il est besoin d'une baguette de sourcier pour retrouver le tracé des anciens canaux dans la ville, au point que l'Erdre, qui se jetait dans la Loire, s'arrête brutalement au bout du cours des 50-Otages, son cours sectionné comme on le ferait d'une rue barrée, comme si un vendeur de tours Eiffel avait réussi cet escamotage d'un bras d'eau.

Le fleuve royal, qui passait au pied du château des ducs et remplissait ses douves, a été repoussé hors de la ville historique, de l'autre côté de la ligne de chemin de fer, mis en quarantaine. Au large, le large, à présent que la porte de l'Atlantique s'est refermée.

Des îles au milieu du bitume

De la topographie ancienne demeurent ces appellations mystérieuses pour qui se fie à la définition convenue d'une île : une terre entourée d'eau. On s'étonnera donc d'une île Feydeau en cale sèche, d'une île Gloriette dont j'ai vérifié sur une carte vue du ciel son ancrage au milieu du bitume tellement, en dépit de mon souvenir, son appellation nous la représente battue par les flots.

LAPRESSEENREVUE.EU

Du temps que je découpais les dépêches d'agence, rue Santeuil, pour le compte de "Presse Océan" et "l'Eclair", les deux quotidiens nantais que rien ne différenciait sinon la une, tellement jumeaux que le second finit par disparaître sans attendre la crise de la presse, il est arrivé qu'on m'envoie "sur les quais" où étaient situés les bureaux administratifs.

Ne trouvant pas trace du fleuve à cet endroit, j'ai douté la première fois d'être arrivé à la bonne adresse. A la place, un large boulevard à la circulation intense. Pour mettre fin au malentendu, le quai Baco a été rebaptisé depuis allée Baco, mais il aura survécu cinquante ans à son comblement. Donnant sur le cours des 50-Otages, on trouve encore une place de l'Ecluse dont on pourrait trouver fantaisiste l'intitulé.

Rouvrir les canaux ? Niet !

Il y a une douleur fantôme liée à cette mémoire enfouie. A Nantes, on a enterré l'eau. La ville a fait le deuil de la mer, dont elle avait deux siècles plus tôt tiré son éclatante prospérité. En témoignent les somptueux hôtels particuliers érigés par les armateurs négriers. A Nantes, on marche sur une eau défunte. Nantes est très exactement un cimetière marin.

Il m'est arrivé de suggérer devant un adjoint au maire et authentique Nantais (je ne suis qu'une pièce rapportée de la lointaine périphérie, qui plus est rurale, qui voyait la capitale régionale comme le fief des nantis), qu'on rouvre les anciens canaux, qu'on rende à la ville son tracé liquide. L'opération n'aurait rien de pharaonique. Les bras ont été comblés dans les années 30 du siècle dernier avec du sable, sans qu'on touche aux quais. Sous les pavés, une longue plage sinueuse.

Mais la réponse fut un niet catégorique, outré, comme si j'avais demandé le transfert des cendres de Pétain à Douaumont. Régulièrement, l'idée resurgit, immédiatement balayée pour des raisons techniques, politiques ou économiques. Les canaux ensevelis sont le serpent de mer nantais.

L'eau, une preuve à charge

Il y a quelques années, il y eut une polémique autour de la "mémoire de l'eau". On ne sait exactement ce qu'il en est, mais cette eau coupable, ayant participé à ce brutal coup de main sur les côtes africaines, on jugea sans doute, à présent que l'affaire était éventée, qu'il était plus prudent de s'en débarrasser, comme on fait

disparaître une preuve à charge.

Et les raisons officiellement avancées de ce comblement ? Une mesure de salubrité publique, en finir avec les eaux infestées, un moyen de lutter radicalement contre les débordements du fleuve, ouvrir à la place de grandes avenues pour dessiner une ville moderne.

Mais il y a aussi quelque chose du geste rageur d'un enfant boudeur dans cette décision prise au lendemain de la Première Guerre mondiale. En fait, c'est l'Océan qui ne voulait plus de la cité des ducs de Bretagne comme port d'attache. L'ensablement du fleuve et l'augmentation du tonnage n'autorisant plus les navires à remonter l'estuaire, puisque c'est comme ça, ensablons aussi les canaux.

Vers Saint-Nazaire, l'ouvrière

Entre-temps, toute l'activité portuaire de la ville s'était déportée plus en aval, à l'embouchure de la Loire, sur le bord de sa lèvres supérieure, où avec la bénédiction des incontournables frères Pereire (oui, ceux du boulevard, les Dalton du préfet Haussmann), le village de pêcheurs de Saint-Nazaire devenait la capitale de la construction navale d'où sortiraient les Versailles flottants, luxueux paquebots transatlantiques snobant les hôtels de pierre échoués de la vieille cité.

Le grand déménagement commençait, qui n'allait s'arrêter qu'à l'assèchement total de notre Venise, jusqu'à la perte de sa ceinture industrielle liée aux activités portuaires, jusqu'à la réduire à des fonctions administratives de ronds-de-cuir.

Un peu comme si Rimbaud, ayant survécu à son amputation, s'était installé commerçant à Charleville, de sa jambe de bois martelant le sol de son bureau à l'étage d'où il aurait surveillé par une lucarne ses employés, ressassant en silence ses aventures éthiopiennes.

Face à Saint-Nazaire, la ville industrielle, ouvrière, "rouge", océanique, Nantes la bourgeoise se repliait dans ses terres, et ravalant ses "folies" du XVIIIe, travaillait à s'acheter une respectabilité, à présent que le temps a "blanchi" son argent douteux.

Elle se rappelait sa vocation catholique (elle est placée sous le patronage des saints martyrs Donatien et Rogatien), oubliant son passé "bleu",

lorsqu'elle repoussait les hordes de gueux de la virée de Galerne qui avaient été massacrés avec femmes et enfants à Savenay et sur la butte de Sem, à quelques kilomètres de ma commune natale, laquelle en avait gardé une mémoire de chaux vive, au point qu'on montrait encore dans mon enfance le champ de bataille.



Des agriculteurs pendant les grèves de Mai-68. (AFP)

A coups d'indulgences plénières, la ville se métamorphosait en vieille dame patronnesse, soignant un carnet proustien de bonnes adresses : il convenait par exemple d'acheter sa literie ici et ses dragées rue de Verdun.

Les noyés de Carrier

L'origine de la prospérité de Nantes, on la connaît, c'est le fructueux, et peu regardant sur les principes, "commerce triangulaire". Sur les frontons de ses hôtels particuliers, on peut voir encore des mascarons têtes de nègre.

Nantes qui était une sorte d'île de la Tortue se haussant du col, Nantes qui avait organisé avec le romantique Carrier des "mariages républicains" en faisant couler au milieu du fleuve des barges où étaient attachés deux par deux les ci-devant, Nantes snobée par l'Océan, comme une répudiée,

de dépit enfouissait ses canaux et portait le deuil de sa gloire passée.

Ironie de l'histoire, le colonel Holzt, qui fut, en 1940, le premier Allemand abattu dans les rues de Nantes et pour la vengeance duquel furent exécutés quarante-huit des cinquante otages que, prévoyant, l'occupant s'était réservés pour se prémunir de toute action incorrecte à son égard, avait travaillé au comblement des voies d'eau, six ou sept ans plus tôt. De sorte que cet acte réussi était aussi un acte manqué, que l'on veut voir comme une continuité territoriale, si l'on considère le territoire de la mémoire, entre le cours de l'Erdre interrompu et le cours des 50-Otages qui le poursuit et commémore en son intitulé ces exécutions capitales.

Obsédante martyrologie

Cours des 50-Otages, le fleuve autoroutier de la ville. Ici commence le dolorisme nantais, qui entretient à travers le nom des rues, se superposant à son passé maritime enfoui, une obsédante martyrologie où la guerre rejoint les combats pour la propagation de la foi : cours des 50-Otages, mais aussi avenue des Martyrs, boulevard des Martyrs-Nantais-de-la-Résistance, place des Volontaires-de-la-Défense-Passive, et bien entendu une rue du Calvaire.

Comment en vouloir à une ville qui a autant souffert ? De quoi se faire largement pardonner le trafic juteux de vies humaines destiné à fournir les plantations des îles en main-d'œuvre gratuite, grâce à quoi on trouvait à Chantenay une raffinerie de sucre.

Dans mon enfance, on se rengorgeait de ce sucre de canne qu'on opposait à la misérable poudre blanche d'origine betteravière. C'était notre privilège. De même que, selon Braudel, les ouvriers nantais du XVIIIe siècle buvaient du café. Comme l'aristocratie parisienne. L'éloge du raffinement sur le dos de l'esclavage. Alors violente, Nantes ? Joignez les mains, prenez la tête de Louis de Funès, dites : ma biche.

Et pour Jean Rigollet ?

Cours des 50-Otages, autant dire une ville "résistante", ce qui lui valut d'être nommée Compagnon de la Libération. Pour ses otages, mais aussi d'avoir été bombardée les 16 et 23 septembre 1943 par l'aviation alliée qui cherchait à détruire les installations portuaires et obtint

surtout de raser le centre-ville, provoquant la mort de 1.500 personnes, parmi lesquelles il aurait fallu ajouter ma mère, laquelle, sans son cousin qui l'entraîna dans un abri du café Molière, demeurait pétrifiée au milieu de l'écroulement des façades et des immeubles en feu. Au point que longtemps elle ne put entendre le grondement d'un avion sans trembler.

Ce qui n'empêcha pas la ville, ou peut-être le fit-elle pour cette secrète raison, d'élire pour maire après la guerre un entrepreneur ayant œuvré à l'édification du mur de l'Atlantique et construit la piste d'atterrissage de La Baule-Escoublac où se posaient les avions allemands, les dignitaires nazis ayant choisi de prendre leurs quartiers d'hiver et d'été au bord de ce qu'on prétendait être la plus belle plage d'Europe. Louis Oury, le vieil écrivain anarcho-syndicaliste, auteur des "Prolos", où il raconte les grèves violentes de 1955 qui servent de toile de fond à "Une chambre en ville", le film de Jacques Demy, m'a soutenu avoir de forts soupçons, et peut-être la preuve, que la ville avait fait appel à un ancien de la Gestapo ayant "travaillé" à Nantes pendant la guerre pour aider à mater les manifestants.

Mais rien dans les rues de la ville pour commémorer l'assassinat de Jean Rigollet (1), un ouvrier maçon de 24 ans tué d'une balle dans la tête par un CRS lors de la manifestation du 19 août 1955. Où ? Cours des 50-Otages encore. Mais rien pour lui dans la ville. Pas une placette, pas une impasse. Tous les martyrs ne se valent pas. Alors violente, Nantes ?



La place Neptune, investie lors de la grève générale du 13 septembre 1955. (RUE DES ARCHIVES/AGIP)

En souvenir de cette histoire, j'avais également suggéré au maire de Nantes, qui, lors d'un retour de cinq années au pays natal, nous avait aidés à organiser des rencontres littéraires, de rebaptiser le cours des 50-Otages non en cours Jean-Rigollet (c'était d'emblée peine perdue, Jean qui ?), mais en cours Jacques-Demy, lequel venait de mourir, et avec un argument de poids : le père du cinéaste y tenait un garage avant guerre.

J'eus autant de succès que pour la réouverture des canaux. Il me fut signifié sans prendre de gants que ce genre de proposition suffisait à faire capoter une réélection. En langage diplomatique, ça se traduit par : pas de blagues, pas de vagues.

La ville semblait s'être réconciliée avec son passé négrier en sacrifiant à la religion de l'aveu, organisant une exposition sur "les Anneaux de la mémoire", où avait couru le public. Tout avait été fait également, par une politique culturelle ostentatoire, pour redonner à ses habitants une image débarrassée des oripeaux peu sexy hérités de la chouannerie et du couvent des Oiseaux. C'est une ville "jeune" qui participait au festival des Allumés, rassemblant des artistes de six grands ports étrangers (Nantes, un port ?), applaudissait aux géants de métal de Royal de Luxe, remplissait les salles de concert des Folles Journées, ou du Festival des 3 Continents, où le "commerce triangulaire" se faisait son cinéma. Contrition et absolution. La page était tournée.

Un mille-feuille troublé

Mais voilà que tout recommence. Comme en 55. Rues dévastées, vitrines explosées, affrontements, blessés, planches clouées aux devantures, les bus qui renoncent à s'aventurer dans le centre-ville, les Porsche qui flambent.

A Nantes qu'adouba Breton dans la phrase fameuse de "Nadja" ? A Nantes dont Gracq a retracé la forme à travers ses souvenirs de lycéen ? A Nantes où l'on peut voyager à dos d'éléphant mécanique ? A Nantes où s'inventa le jeu, eh bien, à la nantaise, tout en finesse à une touche de balle qui inspira (selon certains) l'Ajax de Cruyff ? A Nantes élue régulièrement en tête des villes où il ferait bon vivre ?



Ce même 26 mai, à Nantes. (SEBASTIEN SALOM-GOMIS/SIPA)

Il est peu probable que les actuels manifestants ou zadistes de Notre-Dame-des-Landes (après le mal de l'eau, le mal de l'air ?) qui envahissent les artères de la vieille cité, s'en prenant aux banques, aux agences intérimaires et immobilières, les responsables à leurs yeux de notre malheur, aient conservé la mémoire du jeune ouvrier maçon abattu par les forces de l'ordre, soixante ans plus tôt. On peut juste leur souffler qu'ils participent de ce mille-feuille troublé, rajoutant une couche de contrariété à une histoire qui n'a rien d'un "cours" paisible.

A ce propos, une dernière tentative, après je n'insiste plus, pour rappeler cette mémoire de l'eau escamotée, peut-être suffirait-il, la nuit, qu'une lumière bleue rasante redessine dans ses rues le parcours serpentin du fleuve et de ses affluents. Pour qu'à l'heure des rêves une illusion d'optique redonne fugitivement à Nantes son nom de Venise.

Jean Rouaud

(1) Une plaque commémorative officielle [PDF] est visible près du cours des 50-Otages.

Bio express

Né le 13 décembre 1952 à Campbon (Loire-Atlantique), l'écrivain Jean Rouaud a fait ses études à Nantes, où il a aussi travaillé à la fin des années 1970 au journal "Presse-Océan".

Il obtient en 1990 le prix Goncourt pour son premier roman, "les Champs d'honneur". Dernier ouvrage paru, un essai intitulé "Tout paradis n'est pas perdu", chroniques consacrées à la laïcité, où il revisite l'année 2015 à la lumière de 1905.

L'Obs Journaliste



III) Loi travail : la diplomatie parallèle des frondeurs auprès des syndicats

Marc de Boni



Christian Paul, député de la Nièvre, chef de file des frondeurs du PS Crédits photo : XAVIER LEOTY/AFP

Les députés de la gauche contestataire consultent les syndicats jusqu'à jeudi pour évaluer les évolutions possibles.

L'examen du projet de loi travail se poursuit ce mardi, alors que la France connaît une nouvelle journée de mobilisation syndicale. Si le gouvernement a fermé la porte à tout nouvel ajustement sur le texte, les négociations en coulisses continuent. Soucieux de ne pas apparaître comme des éléments bloquants sans proposition constructive, les frondeurs du PS, associés à plusieurs signataires de la motion de censure de gauche avortée en mai dernier, entendent bien démontrer que des évolutions restent possibles sur le texte. Objectif: renvoyer dans le camp du gouvernement l'accusation de «jusqu'aboutisme» régulièrement portée à l'encontre des opposants à la loi travail.

«Nous voulons savoir où en sont les syndicats, leurs positions sur le texte. Nous mesurerons quelle est la possibilité réelle d'un accord», explique à Libération ce mardi le chef de file de la fronde Christian Paul. Accompagné de quinze députés de la gauche contestataire, parmi lesquels

Cécile DufLOT (EELV), André Chassaigne et Marie-George Buffet (PCF) et l'ex-PS Pouria Amirshahi, le député de Nièvre démarre ce mardi «un marathon du dialogue».

Des sanctions contre les frondeurs?

Il démarre ce mardi après-midi à l'Assemblée nationale avec une rencontre avec la CFDT. Mercredi, Jean-Claude Mailly de Force ouvrière, Florence Dodin de l'UNSA, William Martin de l'Unef, et enfin Philippe Martinez de la CGT seront consultés par les députés opposés à la loi travail. Jeudi, le marathon s'achèvera par une rencontre avec des représentants de la FSU et de la CFE-CGC.

Les débats concernant le projet de loi travail ne semblent pas en voie de pacification, alors que le texte de loi reviendra à l'Assemblée, fin juin ou début juillet. Le gouvernement a déjà affiché sa détermination et n'hésitera pas à avoir encore recours au 49-3. De leur côté, les frondeurs ont déjà annoncé qu'ils tenteraient à nouveau de déposer une motion de censure de gauche. Le Parti socialiste se réunit ce samedi

pour statuer notamment sur d'éventuelles sanctions contre les signataires de la première motion. «Je m'en fous complètement», répondait hier auprès du Scan, le député Pascal Cherki.

LE FIGARO · fr



IV) Au Mans, le PS battu par l'autre gauche

Par Lénéïg Bredoux

Dimanche, un binôme PCF/EELV a battu celui du Parti socialiste lors d'une départementale partielle dans la Sarthe. Une victoire très serrée, avec seulement 17 voix d'avance, dans le fief du ministre Stéphane Le Foll.

C'est une victoire à l'arraché. Mais pour une fois, elle a tourné à l'avantage de l'autre gauche. Dimanche, le binôme PCF/EELV a battu avec 17 voix d'avance les candidats du PS lors d'une élection départementale partielle dans la Sarthe, le fief du porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll.

Le communiste Gilles Leproust et l'écologiste Elen Debost ont recueilli 50,26 % des voix face aux socialistes Sylvie Tolmont, la suppléante de Le Foll à l'Assemblée nationale, et Paul Létard. Le scrutin, qui a très peu mobilisé les électeurs (78,71 % d'abstention), était organisé par l'annulation par le Conseil d'État de la précédente élection datant de 2015. C'était le PS qui l'avait alors emporté dans un canton historiquement communiste.

« Cette victoire vient démentir celles et ceux qui théorisent l'absence d'une alternative écologiste et sociale à la politique du gouvernement, s'est félicité Europe Écologie-Les Verts (EELV) dans un communiqué. Ni le balancier électoral vers la droite ni la progression du Front national ne sont inexorables. » Elen Debost, qui a par ailleurs porté plainte contre Denis Baupin, s'est réjouie de ne pas avoir été « pénalisée » par son témoignage : « On a parlé, on a porté plainte mais on n'a pas été pénalisées dans notre vie politique parallèle, on n'est pas réduites au statut de victime. »



L'affiche de campagne du PCF et d'EELV

« Cette élection marque aussi un échec, celui de la stratégie cynique de la direction du PS et du gouvernement de se faire élire grâce aux voix de la droite et d'extrême droite, a réagi le PCF dans un communiqué. On ne peut laisser la droite et l'extrême droite se faire les arbitres des débats à gauche et attiser les divisions. Les électeurs ont récusé la théorie des deux gauches irréconciliables, en disant qu'il y avait qu'une gauche, celle incarnée par Gilles Leproust et Elen Debost et qu'elle ne pouvait être que sur les valeurs anti-libérale, de liberté, d'égalité et de fraternité. »

Pendant l'entre-deux-tours, les débats entre le PS et le rassemblement de gauche qui comprenait, outre le PCF et EELV, le Parti de gauche, Nouvelle Donne et le Parti pirate, ont parfois été très vifs. Les socialistes, arrivés en deuxième position au premier tour, avaient refusé de se retirer, et Stéphane Le Foll avait pris sa plume pour écrire aux électeurs. Les candidats PS « incarnent une gauche respectueuse du dialogue et de la négociation, une gauche du pragmatisme et de l'action qui désapprouve les violences dans les manifestations, les blocages des dépôts de carburant et les grèves politiques dans les transports », écrivait-il, dans une lettre signée par les grands élus de la Sarthe.

Cet appel explicite aux électeurs de droite n'a pas suffi. Mais il a tout de même permis au PS de réduire l'écart entre les deux tours. « On ne fait pas de triomphalisme. C'était, à la base, un canton communiste », explique l'écologiste Alexis Braud, élu à Allonnes où Gilles Leproust est maire. Une ville où le PCF et EELV sont alliés depuis 2008. « Cela se passe très bien », dit encore Braud, qui rappelle que les communistes de la Sarthe, contrairement à leurs camarades de Loire-Atlantique, sont opposés à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (NDDL).

Cette victoire va en tout cas encourager ceux qui plaident pour des alliances larges à la gauche du PS. Réunis en congrès, samedi 11 juin à Pantin, les écologistes d'EELV ont acté la rupture avec les socialistes. Le PCF, lui, est plus ambigu et multiplie, depuis 2012, les alliances à géométrie variable.

mediapart.fr

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES 12 JUIN 2016

L'appel des élus-es du Mans

NOUVELLE ÉLECTION SUR LE CANTON LE MANS 7

Le Mans, le 8 juin 2016

Chère Madame, cher Monsieur,

Dimanche prochain, 12 juin, vous êtes appelés à ré-élire les représentants de votre quartier (Batignolles, Gué de Maulny, Novaxis, Sables d'Or et Miroir) au Conseil départemental de la Sarthe.

Nous avons décidé de vous exposer les trois raisons qui nous conduisent à vous appeler à voter pour Paul LÉTARD et Sylvie TOLMONT qui sont vos Conseillers départementaux depuis mars 2015.

Ils sont arrivés largement en tête au premier tour sur Le Mans avec 36,8 % des voix, une plus forte participation permettra leur victoire au second tour.

Depuis une année, sur le terrain, ils ont montré concrètement qu'ils ne confondent pas débats nationaux et débats locaux. A nos côtés, ils ont défendu les intérêts du Mans et de ses quartiers au sein de l'Assemblée Départementale comme le faisait Jacqueline PEDOYA et André LANGEVIN, vos précédents Conseillers départementaux.


Ils incarnent enfin une Gauche respectueuse du dialogue et de la négociation, une Gauche du pragmatisme et de l'action qui désapprouve les violences dans les manifestations, les blocages des dépôts de carburant et les grèves politiques dans les transports.

Par votre vote de soutien, vous exprimerez votre attachement aux valeurs de tolérance, d'humanisme et de solidarité.

Nous vous prions de croire, Chère Madame, Cher Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.




Stéphane LÉ FOLL
Ministre - élu du Mans



Jean-Claude BOULARD
Sénateur - Maire



Marietta KARAMANLI
Députée de la Sarthe



Jacqueline PEDOYA
Adjointe au Maire

Quentin PORTIER (Conseiller municipal délégué et candidat suppléant), Françoise DUBOIS (Députée du Mans), André LANGEVIN (Conseiller général des Batignolles de 1994 à 2015), Christophe COUNIL, Patrick DELPECH, Lydia HAMONOU-BOIROUX, Christiane N'KALOULOU, Claude JEAN, Samuel LOPES, Marlène SCHIAPPA (adjoints au Maire), Olivier BIENCOURT (Conseiller régional) ...

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Loi Travail : Myriam El Khomri s'emporte et demande aux sénateurs « de la rigueur intellectuelle »

Simon Barbarit

<http://dai.ly/x4gg3uy>

Attaquée par les sénateurs communistes et écologistes sur l'absence de dialogue social qui entoure la loi Travail, Myriam El Khomri a du élever la voix pour justifier l'action du gouvernement et demandent aux parlementaires « d'avancer de façon constructive ».

Les débordements de la manifestation contre la loi Travail de ce mardi ont trouvé un écho particulier dans l'hémicycle de la Haute-assemblée. C'est l'amendement 469 relatif aux discriminations du groupe communiste qui en est la cause et qui va rompre l'atmosphère habituellement sereine du Sénat. Le rapporteur LR du projet de loi, Jean-Baptiste Lemoyne en fait à haute voix son interprétation. « D'un côté vous demandez un relèvement des peines en cas de discrimination syndicale et de l'autre côté vous demandez une sorte d'impunité pour des personnes qui ont participé à un conflit et ayant commis un délit puni de 5 ans de d'emprisonnement...Vous demandez à ce qu'on ne conserve pas les empreintes de ces personnes ». Le sénateur LR poursuit alors en faisant un lien avec les débordements des manifestations du jour. « Quand je vois tous ces actes (...) je crois qu'il faut être un petit peu cohérent ». (voir la vidéo ci-dessous).

Loi travail: passe d'armes entre Jean-Baptiste Lemoyne et les sénateurs communistes

<http://dai.ly/x4gfwza>

Si le débat était jusque là assez calme, les mots du rapporteur LR vont par la suite tendre durablement les échanges nocturnes. C'est le président du groupe écologiste, Jean Desessard

qui monte en premier au créneau. « Je ne peux pas vous laisser reporter la faute des casseurs sur les camarades CRC ndlr (groupe communiste) ». L'intéressé lui fait comprendre qu'il n'a jamais dit ça. « Presque », « ou alors je l'ai mal compris » consent Jean Desessard qui est par la suite quelque peu houspillé dans les rangs des Républicains. « J'ai quand même le droit de parler, non ? » leur répond-il avant de poursuivre. « Je ne voudrais pas qu'on dise que la violence dans les manifestations aussi bien lycéennes, étudiantes, syndicales est le fait des gens qui manifestent (...) c'est parce qu'il y a une désespérance sociale. Ils trouvent qu'ils n'ont plus les moyens démocratiques de s'exprimer aussi bien syndicaux que politiques » (...) ceux qui créent la violence ce ne sont pas forcément ceux qui manifestent, mais ceux qui créent la désespérance sociale » (...) « c'est le patronat qui n'entend personne, le patronat qui crée des profits (...) qui crée la désespérance sociale ? Sinon les gens qui mettent les travailleurs dehors ». Une conclusion qui lui vaudra encore de fortes réprobations à la droite de l'hémicycle et les applaudissements des communistes (voir la vidéo).

Jean Desessard: "ceux qui créent la violence ce ne sont pas forcément ceux qui manifestent, mais ceux qui créent la désespérance sociale"

<http://dai.ly/x4gfz9n>

Myriam El Khomri est, elle, aussi piquée au vif. « Je ne peux pas laisser dire dans cet hémicycle qu'on ne laisse pas les moyens démocratiques de s'exprimer » (...) je respecte le combat syndical mais je condamne bien évidemment les violences, il faut faire la part des choses ». Elle rappelle ensuite que « sa porte à toujours été ouverte à tous les numéros un des organisations syndicales ». Les multiples commentaires auront fini par la faire sortir de ses gonds : « Est-ce que je peux parler sereinement ?! » s'emporte-elle. (Voir la vidéo)

Loi Travail: Myriam El Khomri s'emporte devant les sénateurs

<http://dai.ly/x4gg0zi>

La présidente du groupe CRC, Eliane Assassi lui fera remarquer que tous les sénateurs de tous les rangs « se sont élevés contre l'utilisation du 49.3 ». « Qu'avez-vous à dire ? » C'est ça la

démocratie ? » l'interroge-t-elle avec véhémence. La ministre du Travail fait alors signe au président de la séance Claude Bérin-Débat : « j'arrête ». Fin de l'échange, le match va pouvoir reprendre avec le très contesté article 2.

publicsenat.fr

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog

www.overblog.com

LAPRESSEENREVUE.EU